

Peu importe ses pirouettes, le gouvernement doit envisager une hausse progressive du dollar. L'ennui, c'est que cette situation ralentit l'économie canadienne à une époque où le chômage est élevé et semble vouloir s'aggraver.

L'article se termine ainsi:

Tout simplement, Ottawa se trouve dans une impasse. Pour aggraver la situation, il est très difficile de savoir précisément ce qui fait la force du dollar. Les mouvements spéculatifs à court terme sont un facteur. La sortie des devises des États-Unis en est un autre. Il se peut que certains facteurs soient temporaires et ils peuvent être combattus en conséquence.

Je prétends que notre dilemme financier actuel est bien exposé dans cet article. Je voudrais en terminant présenter un amendement, mais je tiens d'abord à parler de la motion pour tâcher de substituer une solution pratique aux mesures socialistes irréalisables préconisées dans presque tous les coins de la Chambre, notamment par le parti ministériel avec la plus grande obstination et énergie. Le grand dilemme devant lequel se trouvent les Canadiens, c'est le manque de solutions claires et efficaces à nos problèmes économiques et sociaux essentiels. Tous les partis de la Chambre proposent à un degré varié comme panacées des objectifs socialistes. Heureusement, les Canadiens ont toujours rejeté le socialisme comme solution nationale. Lors des élections, le socialisme a été rejeté presque à l'unanimité.

Hélas, le gouvernement actuel a pris le pouvoir en se faisant passer pour libéral. Je suis entièrement d'accord avec un nombre croissant de Canadiens inquiets qui croient que si les propositions fiscales du gouvernement, exposées dans le Livre blanc sur la fiscalité, étaient adoptées, la propriété privée dans notre pays deviendrait rapidement une chose du passé. J'estime que tout député devrait se rappeler comme l'a dit le célèbre juriste américain, Oliver Wendell Holmes, que le pouvoir de taxer, c'est le pouvoir de détruire. Le gouvernement et d'autres sympathisants socialistes ont adopté une tactique commode et malhonnête qui consiste à tenter de convaincre la population que nos maux économiques et autres tirent leur source de l'exploitation des travailleurs par la classe de notre société qui a fourni le capital nécessaire à notre économie.

La plupart des députés ne connaissent sans doute pas à fond la théorie économique de M. Kelso, qui, à mon avis, deviendra le quatrième des éminents théoriciens sociaux et économiques connus du monde occidental, les trois autres étant Ricardo, Marx et Smith. M. Kelso, qui est américain, est avocat de grandes sociétés et exerce sa profession à San Francisco. Il croit que les penseurs économiques actuels exagèrent le rôle du travail dans la production de la richesse en niant le second facteur de cette production, qui est le capital. Il fait ressortir le dilemme essentiel du régime économique des États-Unis en signalant qu'environ 5 p. 100 de la population détient le capital qui produit 90 p. 100 de ses richesses. Comme le capital signifie propriété et qu'un des principes de la common law veut que le propriétaire ait droit à tous les avantages qui découlent de sa propriété, il devient évident que la très grande majorité des travailleurs des États-Unis ne bénéficient pas du régime, puisqu'ils ne sont pas propriétaires. Dans sa doctrine, Kelso se reporte à la propriété économique, qui se présente la plupart du temps sous la forme d'actions ou d'obligations de sociétés.

● (4.00 p.m.)

Au Canada, le dilemme est d'autant plus grave que la plupart de nos industries secondaires appartiennent à des étrangers et, naturellement, sont contrôlées par eux; ainsi, une grande partie des richesses qu'elles créent sortent de notre pays. Ici, nos amis à tendance socialiste pourraient être fort tentés de prétendre détenir la solution au problème de la redistribution au sein de la société des profits qu'assure la propriété, c'est-à-dire l'imposition de mesures fiscales qui enlèvent aux nantis et donnent aux démunis. A mon sens, il s'agit plutôt du syndrome de la dépendance: on cherche constamment à faire croire aux citoyens qu'ils ont le droit de compter que le gouvernement pourvoira à leurs besoins de la naissance à la mort.

La même attitude étendue aux méthodes de distribution encourage les faveurs politiques et peut conduire à diverses formes de disparité. Elle ne manque peut-être pas d'attirer l'idée que le gouvernement distribue à chacun selon ses besoins, alors même que notre économie doit faire face à de graves difficultés qui pourraient bien durer pendant des mois, sinon des années. C'est ce qu'a déjà souligné le président de la Commission des prix et des revenus, au grand dam, je dois l'admettre, du ministre des Finances (M. Benson). Celui-ci croyait peut-être que, reconnaissant à la suite de sa désignation, le président de la Commission des prix et des revenus s'abstiendrait de dire quoi que ce soit de nature à dissiper les illusions qu'entretient le gouvernement, c'est-à-dire que l'inflation aurait pris fin, que la crise du chômage est sur le point de disparaître et qu'une ère nouvelle de bonheur et de joie pointe à l'horizon.

Monsieur l'Orateur, des députés de tous les partis ont parlé à un moment ou à un autre de l'automatisation et des loisirs qu'elle procure. Il semble également que notre industrie est axée de plus en plus sur le capital et de moins en moins sur la main-d'œuvre. En bref, après ces derniers mois si cruels pour des dizaines de milliers de travailleurs canadiens, il apparaît que les machines et non les travailleurs produisent une part sans cesse croissante de nos marchandises et services. Quand on considère les tâches dégradantes que tant de Canadiens sont obligés d'accomplir pour gagner leur vie, il faut nous demander en conscience si le concept du plein emploi est nécessaire, souhaitable ou possible. Cela est vrai quand on considère le nombre de programmes producteurs d'emplois actuellement en cours, le parasitisme qui règne dans l'industrie et les nombreux projets actuels où les machines peuvent parfaitement remplacer l'homme. Je me souviens qu'un de nos principaux industriels déclarait il y a seulement dix ans: «Chaque individu qui se présente ici le matin nous coûte \$25; on peut le remplacer». Nous créons maintenant des emplois dont beaucoup sont sans rapport avec la réalité. Il est probable que le chômage serait d'un tiers supérieur si on abandonnait cet aspect des programmes créateurs d'emplois.

Il est évident que la solution gouvernementale aux problèmes du chômage sont ses programmes massifs d'assistance sociale. Quand on étudie le bill sur l'assurance-chômage actuellement à l'étude, on s'aperçoit qu'il ressemble tout à fait à une mesure sociale qui compromet